

LES CHIFFRES

1

Des organisations de réfugiés Rohingya demandent à Meta, propriétaire de Facebook, de leur accorder des réparations en finançant à hauteur d'1 million de dollars un projet d'enseignement dans le camp de réfugiés de Cox's Bazar au Bangladesh.



12

Le bombardement délibéré d'une école par les soldats de la junte a entraîné la mort de 12 enfants dans la région de Sagaing. Ce crime de guerre illustre la barbarie de la junte qui massacre des enfants.

crédit visuels : Strike Coordination Body GSCB

66

66 journalistes sont emprisonnés en Birmanie, selon Reporters sans frontières. Parmi eux, la journaliste indépendante Htet Htet Khine, condamnée en septembre à six ans de prison et de travaux forcés.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

«C'est ton avenir brillant»

Tels sont les mots que l'on peut lire sur la couverture d'un cahier d'élève, retrouvé dans l'école bombardée par la junte le 16 septembre. Comme le rapporte **Libération**, cette «*attaque féroce*» des militaires contre une école du village de Let Yet Kone, situé dans la région de Sagaing, a tué quatorze personnes, dont douze enfants. «*L'un d'eux, Mg Bone Tayza, élève de CP, a perdu un bras et une jambe. Selon son institutrice, il a juste eu le temps de s'adresser à sa mère par ces mots avant de décéder : «Maman, j'ai tellement mal, aide-moi à mourir»*». Face à cette souffrance insoutenable, nous sommes saisis d'effroi. Encore combien d'enfants tués en Birmanie ? Selon **L'Irrawaddy**, environ vingt civils sont encore détenus par la junte depuis l'attaque, parmi lesquels une douzaine d'enfants blessés. Selon une enseignante de l'école, l'un des enfants, prénommé Maung Zaw Ko Oo, est mort en détention. Elle implore la communauté internationale de faire rendre des comptes aux coupables : «*Quelle que soit l'aide matérielle apportée, nous devons fuir tant que la junte n'est pas défaite. Aidez-nous à en finir avec la dictature. N'oubliez pas la Birmanie !*» Face à cette barbarie qui n'est pas mondialement combattue, le peuple birman exprime un ressentiment croissant vis-à-vis de la communauté internationale.



Nouveau rapport : Amnesty International épingle la responsabilité de Facebook dans le déferlement de haine contre les Rohingya en 2017

Dans un **rapport** publié le 29 septembre, Amnesty International dévoile, sur la base de nouvelles sources, le rôle central que Facebook a eu dans la montée de la haine contre les Rohingya. Dans un pays où «*Internet = Facebook*», les dangereux algorithmes de Meta - qui détient Facebook - ainsi que la recherche effrénée du profit ont considérablement contribué aux atrocités perpétrées par l'armée contre les Rohingya. En toute connaissance de cause. Des études internes datant de 2012 indiquent que Meta savait que ses algorithmes pouvaient engendrer de graves dommages dans le monde réel. Entre 2012 et 2017, l'entreprise a été avertie du fait qu'elle risquait de contribuer à une violence extrême en Birmanie. En vain. Au moins trois plaintes sont actuellement en cours d'examen pour demander réparation : des poursuites judiciaires ont été engagées au civil en décembre 2021 au Royaume-Uni et aux États-Unis, et des organisations de jeunes réfugiés Rohingya ont engagé une procédure devant l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Signez **la pétition** pour soutenir la demande de réparation des Rohingya !

Birmanie : lecture, reportage, cinéma...

Avec son ouvrage **Variations Birmanes**, Amaury Lorin - qui a vécu à Rangoun de 2013 à 2015 et sillonné le pays - propose, en croisant récit de voyage, enquête historique et analyse géopolitique, un décryptage de l'intérieur... Il a à cœur de contribuer à ce que la Birmanie ne tombe pas dans l'oubli en France, plus d'un an et demi après le coup d'Etat. Ce mois-ci, France 24 a consacré un reportage à la Birmanie, **la résistance à toute épreuve**, au plus près des forces de défense du peuple (PDF). Un événement rare dans le paysage médiatique français... Côté cinéma, l'Association pour le cinéma (ACP) organise une projection-débat en Normandie à Lisieux en présence d'Info Birmanie, autour du documentaire **Padauk Myanmar Spring**, coréalisateur par Jeanne Hallacy. Rendez-vous le vendredi 21 octobre au **Cinéma Majestic** de Lisieux !

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

La militante Khin Ohmar de passage à Paris

Nous avons eu la chance d'accueillir Khin Ohmar en septembre à Paris. Présidente de l'ONG Progressive Voice, qu'elle a cofondée en 2016, elle oeuvre sans relâche pour la démocratie et les droits humains dans son pays. Depuis 1988, car elle appartient à cette génération de militants. Avant de se rendre à Genève pour intervenir devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, elle s'est entretenue avec des représentants du Ministère des affaires étrangères, notamment avec Mme Borione, Ambassadrice des droits de l'Homme. Khin Ohmar a relayé les recommandations de la société civile, qui demande l'adoption de nouvelles sanctions ciblées par l'Union Européenne, en particulier contre les intermédiaires dans les ventes d'armement à la Birmanie. Elle a aussi demandé à la France de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale (NUG) et d'appuyer la candidature de Kyaw Moe Tun en tant que représentant de la Birmanie à l'ONU, tout en revenant sur les enjeux de justice internationale. Une rencontre organisée par Info Birmanie à Paris a réuni dix représentants d'ONG françaises qui ont pu échanger avec Khin Ohmar. Pour elle, l'heure n'a jamais été aussi grave, tout comme la résistance à la dictature n'a jamais été aussi forte. Ses paroles et sa combativité ne peuvent que nous inspirer, à l'instar de son interview parue dans [Libération](#).



Soutenir la «résistance humanitaire» du peuple birman

Les agences onusiennes (OCHA, FAO, UNICEF, OIM) qui s'engagent avec la junte sont de plus en plus montrées du doigt par la société civile qui leur reproche, à juste titre, de ne pas avoir la neutralité dont elles se réclament. 368 organisations, dont Info Birmanie, interpellent le Secrétaire général de l'Onu à ce sujet dans un [communiqué](#) qui appelle à cesser de légitimer la junte. Comment justifier la signature d'accords avec la junte qui répand la terreur à travers le pays et instrumentalise l'aide humanitaire à ses propres fins? Pourquoi ces agences ne s'engagent-elles pas alors avec toutes les parties en présence, et donc avec les représentants de la résistance (Gouvernement d'unité nationale (NUG), organisation ethniques...)? Dans une [tribune](#) publiée dans Myanmar Now, Igor Blazevic appelle au soutien de la «résistance humanitaire» du peuple birman. Ce dernier *«ne se contente pas de répondre aux besoins immédiats, mais reconnaît également que le fait d'infliger des souffrances aux civils n'est pas seulement un effet secondaire malheureux du conflit, mais une partie intégrante de la stratégie militaire»*. La junte ne peut donc en aucun cas être un interlocuteur valable pour soulager les souffrances de la population. Les organisations et communautés locales qui viennent en aide aux populations au péril de leur vie doivent être soutenues de toute urgence !

Génocide des Rohingya : 38 organisations demandent à la France de soutenir la requête de la Gambie devant la Cour internationale de justice

Il est temps pour la France de rejoindre le Canada, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et l'Allemagne, autant de pays qui soutiennent la requête de la Gambie contre la Birmanie devant la Cour Internationale de Justice (CIJ). Au nom de la lutte contre l'impunité en Birmanie. Au nom du devoir qui incombe à chaque Etat partie à la Convention de l'ONU sur le génocide d'agir pour prévenir et réprimer un tel crime. C'est une demande qui n'est pas uniquement portée par les Rohingya, comme l'illustre la liste des 38 organisations signataires de la [lettre ouverte](#) adressée à la France ce mois-ci. La lutte contre l'impunité fédère le peuple birman, et au-delà.

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Le dessin du mois, signé Lin Nyoe Say



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE